



Direction
des Affaires Juridiques
et Institutionnelles

**PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AVIGNON UNIVERSITÉ**

SÉANCE DU 9 JUILLET 2024

**DAJI - Pôle des affaires
Institutionnelles**

**AVIGNON UNIVERSITÉ
Campus Hannah Arendt**

74 rue Louis Pasteur
84 029 Avignon cedex 1

Tél. +33 (0)4 90 16 28 09
sagi@univ-avignon.fr
univ-avignon.fr

**Ordre du jour de la séance du Conseil d'administration
réuni en formation plénière le 9 juillet 2024**

1. Informations générales

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation des procès-verbaux du Conseil d'administration :
 - 1.1 Séance du 21 mai 2024
 - 1.2 Séance extraordinaire du 6 juin 2024
2. Questions budgétaires et financières :
 - 2.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025
3. Questions relatives aux ressources humaines :
 - 3.1 Actualisation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2023-2024
 - 3.2 Actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2023-2024 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)
 - 3.3 Approbation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2024-2025
 - 3.4 Approbation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)
 - 3.5 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT au titre de l'année 2024-2025
 - 3.6 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT au titre de l'année 2024-2025
 - 3.7 Approbation du référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année 2024-2025
4. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :
 - 4.1 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) :
 - 4.1.1 Approbation du bilan financier de l'année 2022-2023
 - 4.1.2 Approbation de la programmation des actions de l'année 2024-2025
 - 4.2 Approbation du cadrage du dispositif de labellisation des initiatives pédagogiques
 - 4.3 Approbation de la création de la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » à compter de l'année universitaire 2025-2026
 - 4.4 Approbation de la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » à compter de l'année universitaire 2025-2026
 - 4.5 Approbation de la création du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026
 - 4.6 Approbation de la création du Diplôme Universitaire interdisciplinaire « Usage de l'intelligence artificielle pour l'exploration de l'information numérique » à compter de l'année universitaire 2024-2025
 - 4.7 Approbation de l'offre des « Unités d'Enseignement de Renforcement » (UER) au titre de l'année universitaire 2024-2025
 - 4.8 Approbation de l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025
 - 4.9 Approbation du nombre de groupes par composantes/services porteurs des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025

B. Fonctionnement de l'établissement :

2. Questions relatives au fonctionnement de l'université :
 - 2.1 Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2024-2025
 - 2.2 Approbation de la modification des statuts de l'Ecole Doctorale 536 « Agrosciences & Sciences »
 - 2.3 Approbation de la modification des statuts du Laboratoire de Physiologie Expérimentale Cardiovasculaire (LaPEC)
 - 2.4 Approbation de la modification des statuts de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES)
 - 2.5 Approbation de l'annexe aux statuts de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES)
 - 2.6 Approbation de la modification des statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN)
 - 2.7 Approbation de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN)
3. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :
 - 3.1 Information relative aux conventions signées par le Président par délégation (état du 24 juin 2024)
 - 3.2 Approbation de l'avenant à l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université Saint-Joseph de Beyrouth - Liban
 - 3.3 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université de Guanajuato - Mexique
2. Questions diverses

Le 9 juillet 2024, les membres du Conseil d'administration d'Avignon Université se sont réunis sur convocation du Président de l'établissement.

TABLEAU DES PRÉSENCES		PRÉSENTS	REPRÉSENTÉS (procuration à)	ABSENTS / EXCUSÉS
Président	M. LINARÈS Georges	X		
Vice-président du CA	M. RICHAUD Alain	X		
Représentante du Rectorat (invitée)	Mme CARBONE Catherine	X		
Collège A	Mme VINET Agnès	X		
	M. DOUVINET Johnny	X		
	Mme FALKERT Anika		Mme VINET Agnès	
	M. MARREL Guillaume	X		
	Mme BLANKE Delphine	X		
Collège B	Mme CAVALIE Elsa		Mme MAFFRE BAUGÉ Agnès	
	M. CHALIKAKIS Konstantinos		M. RICHAUD Alain	
	Mme MAFFRE BAUGÉ Agnès	X		
	M. PAYAN Paul	X		
	Mme TIXIER Anne-Sylvie		M. RICHAUD Alain	
Collège C BIATSS	M. BERRAG Allal		Mme SERON Jenny	
	Mme SERON Jenny	X		
	Mme ANDRÉ Fanny		M. LUBIN Mario	
	M. LUBIN Mario	X		
Collège Etudiants	M. CHALUMEAU COLATO Hugo			X
	Mme MAZZITELLI Lisa			X
	M. GILLET-LACOSTE Enzo			X
	M. YEPEZ Thomas			X
Personnalités Extérieures	Mme GAGNIARD Anne	X		
	Mme JABLONSKI-CASTANIER Christelle			X
	M. BISSIERE Michel		M. LINARÈS Georges	
	M. CARLIN Frédéric			X
	M. GONIDEC Jean-François		M. LINARÈS Georges	
	Mme BATTAGLIA Pascale	X		
	M. GONTARD Paul-Roger	X		
	Mme JULLIAN Catherine			X
Participants à titre consultatif de droit	M. BARBE Jacky			X
	M. BOURDAGEAU Stéphane	X		
	M. GUINTOLI Claude	X		
	M. GUIN Joël			X
Invités	Mme ABONNEN Audrey	X		
	Mme ARFELLI Françoise	X		
	Mme DECUYPER Florence	X		
	Mme DRANSART Christine	X		
	Mme FREDOUILLE Corinne	X		
	Mme JABAIAI Bassam	X		
	Mme PEZZO Delphine	X		
	Mme SOMMAZI Laurence	X		

Membres composant le conseil : 28

Membres présents (13) ou suppléés (8) : 21

Membres absents et non suppléés : 7

Après s'être assuré que le quorum est atteint, Monsieur Georges Linarès, Président d'Avignon Université, ouvre la séance du CA. Il est 14h40.

1. Informations générales

- Nomination du recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur :

Monsieur Benoit Delaunay a été nommé recteur de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur, recteur de l'académie d'Aix-Marseille, chancelier des universités.

- Nomination recteur délégué pour l'Enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur :

Madame Fabienne Blaise étant partie à la retraite, Monsieur Emmanuel Roux est nommé recteur délégué pour l'Enseignement supérieur, la recherche et l'innovation de la région académique Provence-Alpes-Côte-d'Azur à compter du 1^{er} juillet 2024.

A. Stratégie de l'établissement :

1. Approbation des procès-verbaux du Conseil d'administration :

1.1 Séance du 21 mai 2024

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration du 21 mai 2024.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.2 Séance extraordinaire du 6 juin 2024

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le procès-verbal du Conseil d'administration extraordinaire du 6 juin 2024.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2. Questions budgétaires et financières :

2.1 Approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025

Conformément à l'article R.719-68 du code de l'éducation, le conseil d'administration délibère valablement en matière budgétaire si la moitié des membres en exercice est présente. À défaut de quorum physique lors de la séance de ce jour, l'approbation des orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025 est reportée à la prochaine séance du conseil d'administration.

3. Questions relatives aux ressources humaines :

3.1 Actualisation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2023-2024

Le VP CA rappelle que lors de cette année 2023-2024, l'établissement a été restructuré avec notamment la création des instituts et des Centre d'Enseignement et de Recherche (CER), l'élection du nouveau Président au mois de décembre 2023 et la nomination des nouveaux vice-présidents et chargés de mission. Dans le tableau transmis aux membres du Conseil d'administration (*annexe A.3.1 - Actualisation de la liste des fonctions PCA 2023-2024*), il apparaît un taux de 25% pour la direction des écoles doctorales. Il s'agit ici d'une erreur. En effet, le souhait est de s'aligner sur la prime des directeurs des fédérations de recherche, égale à 1/3 de leur service et non 25%. Pour les trois directeurs concernés, la compensation se fera en EQS. Le VP CA indique que pour la ligne « Référent déontologue » le taux est de 0% car la référente, Madame Martine Le Friant, est professeure émérite et à ce titre, elle ne peut percevoir de prime.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'actualisation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2023-2024.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.2 Actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2023-2024 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)

Le VP CA indique que dans le tableau transmis aux membres du Conseil d'administration (*annexe A.3.2 - Actualisation de la liste des fonctions C2 2023-2024*) apparaissent les fonctions éligibles à l'indemnité fonctionnelle (C2) du RIPEC. La C2 est une composante du RIPEC qui est proportionnelle à la C1 et elle est amenée à augmenter avec la C1 jusqu'en 2027. Cette année, il a été décidé de ne pas ajouter de fonctions supplémentaires à la C2 et dans les années à venir, jusqu'en 2027, la part des fonctions éligibles à la C2 va continuer d'augmenter.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Jenny Seron fait remarquer une erreur sur certains documents transmis aux membres du Conseil d'administration, relative à l'acronyme de l'Institut Agrosociétés, Environnement et Santé, qui s'écrit « AgES » et non « IAGES » ou « AES ». Le VP CA répond que ces corrections seront apportées sur l'ensemble des documents concernés.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'actualisation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2023-2024 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC), sous réserve de modifier l'acronyme de l'Institut Agrosociétés, Environnement et Santé, qui s'écrit « AgES ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.3 Approbation de la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2024-2025

Le VP CA indique que pour l'année 2024-2025, la direction du Service de la formation tout au long de la vie ne fait plus partie des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) car cette direction est désormais assurée par un personnel BIATSS et non un enseignant-chercheur. Le VP CA indique également que le montant de certaines PCA est de 0 € car ces charges sont comprises dans une charge de niveau supérieur (exemple : la direction adjointe Recherche du CERI qui est assurée par le directeur du LIA).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la liste des fonctions éligibles à la prime de charges administratives (PCA) au titre de l'année 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.4 Approbation des responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC)

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs les responsabilités ouvrant droit à l'indemnité fonctionnelle (C2) au titre de l'année 2024-2025 dans le cadre du Régime Indemnitaire des Personnels Enseignants-Chercheurs (RIPEC).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.5 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT au titre de l'année 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Madame Christine Dransart, Directrice de l'IUT, qui indique que par rapport à l'année précédente, il n'y a pas de modification du référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT. Le VP CFVU indique que dans le référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT au titre de l'année 2024-2025, la responsabilité « Chargé de valorisation de la recherche » a été retirée car la CFVU a considéré que cela concernait principalement la valorisation de l'activité « recherche » de l'IUT et que cela ne faisait pas partie d'un référentiel de responsabilités pédagogiques. La CFVU a en effet considéré que la décision relative à cet élément ne faisait pas partie de ses prérogatives. Le VP CFVU indique que ce sujet sera traité par la Commission de la recherche à la rentrée.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le référentiel des responsabilités pédagogiques de l'IUT au titre de l'année 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.6 Approbation du référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT au titre de l'année 2024-2025

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui indique qu'il a souhaité revoir l'ensemble du référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT pour l'année à venir. La révision du référentiel a été motivée par les trois éléments suivants :

- l'homogénéisation, car l'établissement passe de 4 UFR à 2 instituts et 1 CERI, donc il est nécessaire d'avoir une lecture homogène du référentiel des responsabilités pédagogiques,
- le besoin d'avoir davantage d'équité en fonction des missions et du nombre d'étudiants,
- le besoin de transparence afin de faire apparaître l'ensemble des éléments.

La CFVU a émis un avis favorable à l'unanimité sur le référentiel présenté ce jour. Un point a été remonté suite à la CFVU concernant les responsabilités relatives aux relations internationales. Ces dernières ont été sous-estimées, notamment pour l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN) qui compte un volume important de mobilités. En effet, la prime prévue ne reflétait pas le travail des équipes. Il est proposé de repasser ce point dans les instances à la rentrée.

Le VP CA ajoute les précisions suivantes à apporter au référentiel :

- insertion de 50h « plancher » quel que soit le nombre d'étudiants en licence,
- insertion de la précision « hors CMI » pour la responsabilité relative aux DU car il existe une ligne spécifique pour la responsabilité des DU CMI,
- pour le référent « mobilité internationale », la fourchette sera comprise entre 10 et 80 heures et non entre 10 et 30 heures car en matière de mobilité, les pratiques sont différentes entre les deux instituts avec un nombre de dossiers plus important pour l'Institut CPSN que pour l'Institut AgES.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Paul Payan demande si le montant global prévu est constant par rapport à celui de l'année dernière ou bien a-t-il baissé. Le VP CA répond que le montant global est effectivement à la baisse.

Le VP CFVU précise que contrairement au référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT de l'année précédente, celui de l'année 2024-2025 comprend la partie « FTLV » des formations car l'ensemble des formations est porté par les composantes. De ce fait, et dans un objectif d'homogénéisation, pour l'année 2024-2025, il n'y a pas de référentiel spécifique à la FTLV.

Monsieur Johnny Douvinet s'interroge sur la mention « composante » et souhaite savoir si elle fait référence à l'institut ou au CER. Les VP CFVU et CA répondent que le terme « composante » correspond au CERI et aux instituts CPSN et AgES.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le référentiel des responsabilités pédagogiques hors IUT au titre de l'année 2024-2025, sous réserve des modifications évoquées en séance.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

3.7 Approbation du référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année 2024-2025

Le VP CA indique les modifications suivantes demandées lors du CA restreint de ce jour concernant le référentiel des EQS au titre de l'année 2024-2025 :

- pour le « chargé de mission », spécifier 192h pour les ESAS et 128h pour les EC,
- pour le « référent mobilités internationales », passer le nombre d'heures maximum à 80,
- pour les responsabilités de licence et CMI, remplacer le terme « maximum » par « plancher » (exemple pour la licence : 50h plancher avec ajout de 10h par tranche de 100 étudiants),
- remplacer l'intitulé « Responsabilité DU » par « Responsabilité DU (Hors CMI) »,
- remplacer l'intitulé « Responsabilité d'un parcours CMI » par « Responsabilité DU CMI ».

- supprimer la responsabilité « chargé de la valorisation de la recherche (IUT) » dans l'attente du vote de la Commission de la recherche à la rentrée pour l'intégrer dans le référentiel.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le référentiel des équivalences horaires de service (EQS) au titre de l'année 2024-2025, sous réserve des modifications évoquées en séance.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4. Questions relatives à la pédagogie et à la vie étudiante :

4.1 Commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) :

4.1.1 Approbation du bilan financier de l'année 2022-2023

Le VP CA donne la parole à la VP VU qui indique que la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) est réglée chaque année par les étudiants qui s'inscrivent à l'université. Pour l'année 2024-2025 son montant est de 103 euros et elle est indexée sur le coût de la vie. Cette taxe affectée a pour objet de financer les actions d'amélioration de l'accueil et de vie des étudiants sur les campus dans des champs bien déterminés. La CVEC ne peut financer que des actions non pédagogiques et qui entrent dans le cadre des champs fléchés, à savoir la santé, le sport, la culture, la vie de campus ou encore l'action sociale.

Une commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) a été mise en place dès 2018 avec l'instauration de la contribution dans le cadre de la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants (ORE). La commission CVEC émet des avis sur les projets déposés par les services de vie étudiante. Ensuite, lesdits projets sont soumis à l'avis de la CFVU puis à l'approbation du CA. La commission CVEC a également pour objet de faire des bilans de l'utilisation de ses fonds.

Le montant total de la CVEC est calculé au regard du nombre d'étudiants inscrits au sein de l'université. Au titre de l'année 2022-2023, l'enveloppe représentait un montant d'environ 450 K€. Dans cette enveloppe, une partie est fléchée pour les dépenses de santé et une autre partie est fléchée pour le Fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE). Le volume restant permet de financer les appels à projets. Compte tenu de la crise sanitaire, un reliquat s'est accumulé ces dernières années que les services de vie étudiante s'emploient à dépenser. La VP VU présente le bilan financier de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) pour l'année 2022-2023 (*annexe A.4.1.1 - Bilan financier CVEC 2022-2023*). Des fonds restent inutilisés car certains projets n'ont pas été menés jusqu'au bout. Une partie des fonds est donc reprogrammée ce qui signifie que les services reconduisent le projet à l'identique. Certains fonds sont à reporter car le montant non utilisé revient dans l'enveloppe CVEC.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le bilan financier de la « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) pour l'année 2022-2023.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.1.2 Approbation de la programmation des actions de l'année 2024-2025

Le VP CA donne la parole à la VP VU qui indique qu'un bilan partiel de l'année 2024 aurait dû être présenté car il s'agit de l'année de transition qui a servi à passer d'un fonctionnement en année universitaire vers un fonctionnement en année civile afin que cela coïncide avec l'opérationnalité des budgets et leur exécution. Ce bilan partiel sera présenté au CA à la rentrée. La VP VU présente la programmation des actions pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2025 (*annexe A.4.1.2 - Programmation actions financées par la CVEC 2025-1ère vague*). Sur l'enveloppe prévisionnelle de la CVEC, il y a une baisse des recettes prévues du fait de la baisse des effectifs étudiants. En effet, comme indiqué dans le point précédent de l'ordre du jour, le montant total de la CVEC est calculé au regard du nombre d'étudiants inscrits au sein de l'université. La commission « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) a émis un avis favorable à l'unanimité pour l'ensemble des projets présentés.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la programmation des actions de la « Contribution de vie étudiante et de campus » (CVEC) pour l'année 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.2 Approbation du cadrage du dispositif de labellisation des initiatives pédagogiques

Maître Paul-Roger Gontard quitte la séance.

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui indique que ce document de cadrage vient formaliser un ensemble de pratiques au sein de l'établissement concernant l'hybridation des enseignements et les dispositifs de pédagogie innovante pour lesquels il n'existait pas de document officiel approuvé par les instances. L'objectif est de clarifier la procédure et identifier l'ensemble des interlocuteurs et acteurs concernés par ces dispositifs. Les porteurs de formation seront impliqués dès le début de la procédure de labellisation. Leur avis sera recueilli sur une demande de labellisation d'accompagnement d'un dispositif de cours en pédagogie innovante et ils seront informés en fin de parcours, une fois que la labellisation est accordée. Le document de cadrage a fait l'objet d'un groupe de travail de la CFVU, en mode « discussion ouverte », avant d'être soumis à l'avis de la CFVU puis à l'approbation du CA de ce jour.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le cadrage du dispositif de labellisation des initiatives pédagogiques.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.3 Approbation de la création de la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » à compter de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole à Madame Corinne Fredouille, Directrice du Centre d'Enseignement et de Recherche en Informatique (CERI), qui présente la demande de création de la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » à compter de l'année universitaire 2025-2026. La création de cette licence professionnelle est proposée après la période d'accréditation car la composante s'est d'abord concentrée sur les changements de maquettes de ses licences et masters, avant de cibler une nouvelle formation.

Madame Corinne Fredouille indique que la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » a plusieurs objectifs :

- répondre à la stratégie de l'établissement de proposer des formations avec un niveau de sortie à Bac+3 avec une dé-suspension sur la L2 et la L3,
- répondre à une demande des étudiants de terminer leur cursus à un niveau Bac+3, sans être dans l'obligation d'atteindre le niveau Bac+5. La licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » sera proposée totalement en alternance.

Cette licence professionnelle répond également à un besoin des entreprises. En effet, le CERI a réalisé un sondage auprès de plusieurs entreprises afin de connaître les besoins pour former des étudiants au niveau « Technicien » sur la thématique de l'informatique. Les employeurs sollicités ont répondu sur différents thèmes et notamment sur le développement web et le test de logiciels, qui ne nécessitent pas un niveau de diplôme à Bac+5.

Les maquettes de cette licence professionnelle ne sont pas encore disponibles et le CERI va s'inspirer de deux licences professionnelles dé-suspendues L2 et L3 qui vont ouvrir au sein de l'Institut AgES. Ces deux formations proposent de mutualiser certaines UE des L2 et L3 générales existantes en y ajoutant des modules de professionnalisation, de recherche d'alternance et également des modules très techniques et technologiques qui seraient adaptés à la licence professionnelle présentée ici.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Agnès Vinet demande quel volant d'heures cela va représenter. Madame Corinne Fredouille répond qu'à ce jour, elle n'a pas connaissance de cette information et indique que le CERI va chercher à mutualiser un maximum de modules avec l'Institut AgES. Elle ajoute que cette licence professionnelle sera portée par Monsieur Jean-Pierre Costa au niveau du CERI.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création de la licence professionnelle dé-suspendue mention « Métiers de l'informatique : conception, développement et test de logiciels » à compter de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.4 Approbation de la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » à compter de l'année universitaire 2025-2026

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel, Directeur de l'Institut « Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques » (CPSN), qui présente les demandes de création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » et du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026. Ces deux projets de formation émanent de l'École des Nouvelles Images dans le cadre du travail de partenariat conduit par Monsieur Laurent Lombard, Directeur adjoint aux partenariats, à l'interdisciplinarité et à l'international au sein de l'Institut CPSN.

L'École des Nouvelles Images est un établissement d'enseignement supérieur installé à Avignon qui a un statut d'association loi 1901, avec un programme de formation sur cinq ans. Il s'agit d'une structure qui compte 250 étudiants et une perspective de développement assez importante (jusqu'à 500 étudiants à l'horizon 2030). Cette école connaît une renommée internationale depuis qu'elle est régulièrement nominée aux Oscars et elle est reconnue comme une école d'excellence. C'est un acteur incontournable des industries culturelles et créatives (ICC) et un futur locataire de la Villa Créative. Il s'agit d'un partenaire important pour Avignon Université. L'École des Nouvelles Images a exprimé son besoin d'un complément de formation universitaire pour ses étudiants, notamment sur les enjeux de la culture, de la communication, du droit, du management et de l'entrepreneuriat. L'idée est de proposer aux étudiants un niveau licence professionnelle et si possible, un niveau master. L'un des objectifs est également d'intégrer les étudiants dans l'environnement universitaire d'Avignon et de combiner les contenus des formations de l'École des Nouvelles Images avec les apports des Centres d'Enseignement et de Recherche (CER) de l'Institut « Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques » (CPSN) pour construire la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » et le master mention «Création numérique» (point suivant de l'ordre du jour). Dans ce projet, Avignon Université resterait maître de la formation (accès, jury et diplomation). Les enseignements de l'université représenteraient un volume total de 60h/an pour offrir un maximum de 300 heures de formation qui s'ajoutent aux heures de formation de l'école. La demande faite ce jour a été présentée au Conseil de l'Institut CPSN le 2 juillet 2024 et au Conseil académique plénier le 4 juillet 2024. Des interrogations ont été soulevées et notamment sur l'adossement à la recherche du master mention «Création numérique» et sur l'inscription à ce master via la plateforme « Mon Master ». Ainsi, des ajustements seront apportés au cours du montage du projet. L'objectif est de lancer les deux formations dès le mois de septembre 2025 (LP et Master).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Paul Payan demande si les deux formations seront ouvertes à tous les étudiants ou est-ce qu'elles seront réservées aux étudiants de l'École des Nouvelles Images. Monsieur Guillaume Marrel répond que cela fait partie des questions qui sont en cours de discussion. En effet, cela sera précisé avec l'École des Nouvelles Images dans le cadre du partenariat avec Avignon Université. Le Président indique qu'il s'agit d'une formation assez spécifique et il est naturel que l'École des Nouvelles Images participe à la sélection des étudiants qui s'y inscrivent. Il s'agit d'un master co-porté et il s'agit ici d'une situation inhabituelle pour l'université. Le Président ajoute qu'il est essentiel pour Avignon Université de développer de nouveaux partenariats. Ces derniers sont une voie de développement soutenable pour l'université et il est important d'être au cœur des écosystèmes thématiques en y associant l'ensemble des acteurs de cet environnement-là.

Le VP CFVU indique que pour le master mention « Création numérique », les discussions sont en cours avec l'École des Nouvelles Images sur la question des étudiants titulaires d'une licence professionnelle auprès d'un autre établissement et qui souhaiteraient intégrer cette formation. Il ajoute qu'Avignon Université reste maître de la sélection en master. Ainsi, même si un étudiant valide sa 3^{ème} année à l'École des Nouvelles Images, Avignon Université ne sera pas dans l'obligation de l'accepter en master. Dans cette hypothèse, si l'étudiant n'est pas admis à l'université, il pourra poursuivre son parcours au sein de l'École des Nouvelles Images.

Madame Agnès Vinet indique que selon elle, le volume horaire de 60h/an n'est pas suffisamment important pour délivrer un master universitaire, en comparaison avec les masters existant au sein de l'université. Le VP CFVU répond que le volume de 60h/an est celui qui semblait être le plus adéquat pour l'établissement sans le mettre en difficulté majeure. Ce nombre d'heures pour le master n'est pas une limite absolue et il peut être revu à la hausse si nécessaire. Cela fait partie des discussions à venir avec la construction de la maquette. Le Président complète cette réponse en indiquant que si la formation est globalement de niveau master, ce volume horaire n'est pas problématique pour Avignon Université. Il ajoute que l'académie des Oscars a identifié l'École des Nouvelles Images comme étant la meilleure école du monde en films d'animation. Il s'agit d'une association qui ne fait pas de bénéfices, qui a des financements dans le cadre du plan « France 2030 » pour son développement et dans ce contexte-là, l'école autofinance 30% de bourses. Les formations en films d'animation sont un secteur qui se densifie. En effet, des industriels de la formation dans les films d'animation rachètent des écoles et de grands groupes se forment. Le Président indique que l'une des interrogations est de savoir quelle est la nature des apports d'Avignon Université à la formation. Concernant la question de l'adossement à la recherche du master mention « Création numérique », le Président indique que d'une part, il y a des Docteurs au sein de l'École des Nouvelles

Images et d'autre part, nous sommes ici sur une thématique avec un réel potentiel de collaboration scientifique avec cet établissement et sur plusieurs disciplines différentes.

Madame Anne Gagniard se réjouit de savoir qu'un rapprochement est envisagé entre Avignon Université et l'École Supérieure d'Art d'Avignon. En tant que Vice-présidente de cette école, Madame Anne Gagniard rappelle qu'il s'agit d'un établissement public de coopération culturelle (EPCC) financé essentiellement par la ville d'Avignon et par l'Etat, bien qu'il soit sous tutelle du Ministère de la Culture. L'école délivre d'ores et déjà des diplômes d'enseignement supérieur de niveaux licence et master.

Madame Catherine Carbone, Représentante du Rectorat, demande si les équipes ont anticipé la question des modalités pratiques de délivrance du diplôme par l'université et par un établissement privé. Le VP CFVU répond que dans ce projet, il ne s'agira pas de délivrer un double diplôme mais un diplôme universitaire avec la reconnaissance d'une partie des enseignements assurés par l'École des Nouvelles Images. Avignon Université restera maître du diplôme et bien qu'il y ait des enseignements mutualisés, il n'y aura pas un seul diplôme.

Le VP CFVU indique que suite à la discussion qui s'est tenue lors du Conseil académique plénier du 4 juillet 2024, des recommandations ont été faites et notamment sur l'ajout de précisions concernant l'adossement à la recherche pour le master mention « Création numérique ». Ces précisions sur l'adossement à la recherche seront ajoutées sur la fiche « DA04 » du master ainsi qu'une potentielle mutualisation avec des enseignements existant en master afin d'augmenter la part d'enseignements de l'université, sans alourdir la charge d'enseignement. Monsieur Guillaume Marrel répond que le Directeur adjoint aux partenariats travaille actuellement sur ce sujet.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » à compter de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.5 Approbation de la création du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026

Les échanges relatifs à la création du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026 sont retranscrits dans le point précédent de l'ordre du jour, portant sur la création de la licence professionnelle mention « Techniques du son et de l'image » à compter de l'année universitaire 2025-2026. En effet, les demandes de création des deux formations ont été présentées en même temps, mais font l'objet de deux votes distincts.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création du master mention « Création numérique » à compter de l'année universitaire 2025-2026.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (3 abstentions)**

4.6 Approbation de la création du Diplôme Universitaire interdisciplinaire « Usage de l'intelligence artificielle pour l'exploration de l'information numérique » à compter de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel qui présente la demande de création du Diplôme Universitaire interdisciplinaire « Usage de l'intelligence artificielle pour l'exploration de l'information numérique » à compter de l'année universitaire 2024-2025. Il s'agit d'un diplôme porté par Monsieur Didier Josselin et monté dans le cadre de l'EUR InterMEDIUS. Ce DU sera ouvert, au-delà du public de master et de doctorat d'Avignon Université, pour des publics d'entreprises du territoire ou en formation continue sur des enjeux et des questions pour lesquels il est estimé qu'il y a un marché (intelligence artificielle, exploration de l'information numérique, etc.). Ce DU serait rattaché au CER « Géographie et Aménagement » car il s'agit du CER du porteur du diplôme, à savoir Monsieur Didier Josselin. La maquette de la formation est insérée dans le dossier transmis aux membres du Conseil d'administration (*Annexe A.4.6 - Dossier création DU Interdisciplinaire Usage de l'IA information numérique*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la création du Diplôme Universitaire interdisciplinaire « Usage de l'intelligence artificielle pour l'exploration de l'information numérique » à compter de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.7 Approbation de l'offre des « Unités d'Enseignement de Renforcement » (UER) au titre de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui présente l'offre des « Unités d'Enseignement de Renforcement » (UER) au titre de l'année universitaire 2024-2025. Il indique qu'à compter de cette année, il est proposé de remplacer le terme « Remédiation » par « Renforcement » car cela correspond davantage à la réalité des formations dispensées (parcours ALLURE). L'offre des UER présentée ce jour correspond à une mise à jour de l'offre par rapport à l'année dernière suite à la mise à jour des maquettes pour la rentrée prochaine (*Annexe A.4.7 - Offre UER 2024-2025*). Les UER sont destinées principalement aux étudiants du dispositif « oui, si » sur Parcoursup. Toutefois, si des places sont disponibles, elles pourront être ouvertes à d'autres étudiants demandeurs inscrits en licence.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Pour l'UER « Préparation aux examens SVT », Madame Delphine Blanke indique que cela pourrait intéresser l'ensemble des étudiants et cela pourrait donc être compliqué à mettre en place. Le VP CFVU confirme que cette UER pourrait intéresser l'ensemble des étudiants mais elle est destinée aux étudiants inscrits dans le dispositif « ALLURE », qui sont en difficulté. Il s'agit d'un renforcement sur l'enseignement lui-même, comme l'ensemble des UER.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'offre des « Unités d'Enseignement de Renforcement » (UER) au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.8 Approbation de l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA donne la parole au VP CFVU qui présente l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025. Cette année, l'offre des UEO a été scindée en deux points (points 4.8 et 4.9 de l'ordre du jour) car auparavant, il était difficile de calibrer et d'identifier le nombre de groupes en amont pour l'année suivante. Auparavant, les services et composantes proposaient une liste d'UEO à l'ouverture et un nombre de groupes qui était surestimé pour pouvoir répondre à des aléas en cours d'année, liés notamment au manque de vacataires et aux choix des étudiants. De ce fait, l'estimation du coût de l'offre des UEO était difficile et cela a amené à créer deux tableaux distincts pour cette offre. Dans le tableau « A.4.8 - Offre UEO 2024-2025 », il s'agit de la liste des UEO autorisées à ouvrir. Le tableau « A.4.9 - Nombre de groupes UEO 2024-2025 » reprend quant à lui le nombre de groupes autorisés à ouvrir par service ou composante sans préciser exactement dans quelle UEO sera chaque groupe. Cela permet aux services et composantes de pouvoir ouvrir ou fermer des groupes dans certaines UEO en fonction des souhaits des étudiants. La CFVU a émis un avis favorable sur l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

4.9 Approbation du nombre de groupes par composantes/services porteurs des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025

La présentation du nombre de groupes par composantes/services porteurs des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025 est retranscrite dans le point précédent de l'ordre du jour, portant sur l'offre des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025. Les deux points ont été présentés en même temps, mais font l'objet de deux votes distincts.

Le VP CFVU précise que lors d'une séance précédente du Conseil d'administration, il a présenté aux membres de l'instance la nouvelle offre de formation, dont le volume horaire global était réduit d'environ 5%. Aussi, il a été demandé de faire le même exercice pour les UEO de l'année universitaire 2024-2025, avec un nombre de groupes également réduit d'environ 5%.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs le nombre de groupes par composantes/services porteurs des « Unités d'Enseignement d'Ouverture » (UEO) au titre de l'année universitaire 2024-2025.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à la majorité (2 abstentions)**

B. Fonctionnement de l'établissement :

1. Questions relatives au fonctionnement de l'université :

1.1 Information relative au calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2024-2025

Le VP CA présente le calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration en formation plénière au titre de l'année universitaire 2024-2025. Il précise que la séance programmée le 3 septembre 2024 est justifiée par la nécessité de faire voter le contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) avec l'État avant le 12 septembre 2024, délai de rigueur imposé par la DGESIP. Ensuite, l'instance se réunira une fois par mois, excepté au mois de janvier 2025, comme à l'accoutumée. Si les circonstances l'exigent, il n'est pas exclu qu'un Conseil d'administration soit programmé au mois de juillet 2025.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Madame Delphine Blanke fait remarquer que dans la lettre de cadrage budgétaire 2025 relative aux orientations budgétaires de l'établissement au titre de l'année 2025 (point A.2.1 de l'ordre du jour), il est indiqué que le budget sera voté en CA du 17 décembre 2024 or sur le calendrier prévisionnel des séances du Conseil d'administration, il est indiqué une séance le 19 décembre 2024. Elle souhaite savoir si l'instance se réunira le 17 ou le 19 décembre 2024. Le DGS confirme que le CA se tiendra le jeudi 19 décembre 2024.

1.2 Approbation de la modification des statuts de l'École Doctorale 536 « Agrosciences & Sciences »

Le VP CA donne la parole à Monsieur Johnny Douvinet qui présente la modification des statuts de l'École Doctorale 536 « Agrosciences & Sciences ». Actuellement, le conseil de chaque école doctorale est composé de 20 membres et afin que les directeurs d'unités soient mieux représentés, un réajustement a été fait dans les statuts de l'ED 536 (*annexe B.1.2 - Modifications statuts ED 536*). Le conseil de l'ED 536 a émis un avis favorable sur la modification de ses statuts.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification des statuts de l'Ecole Doctorale 536 « Agrosciences & Sciences ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.3 Approbation de la modification des statuts du Laboratoire de Physiologie Expérimentale Cardiovasculaire (LaPEC)

Le VP CA donne la parole à Madame Agnès Vinet qui présente les modifications apportées aux statuts du Laboratoire de Physiologie Expérimentale Cardiovasculaire (LaPEC). Dans les nouveaux statuts, il est notamment indiqué que l'ensemble des membres du LaPEC doivent prendre connaissance du règlement du laboratoire et signer la charte de déontologie. A également été ajoutée l'idée de mettre en place un comité de direction (*annexe B.1.3 - Modifications statuts LaPEC*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification des statuts du Laboratoire de Physiologie Expérimentale Cardiovasculaire (LaPEC).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.4 Approbation de la modification des statuts de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES)

Le VP CA donne la parole à Madame Jenny Seron qui présente la modification des statuts de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES). Dans les nouveaux statuts présentés ce jour, le terme « coordinateurs » est remplacé par « responsables » (article 17 des statuts). La deuxième modification aux statuts concerne le fait que chaque CER est

placé sous la direction d'un responsable enseignant-chercheur au lieu d'un enseignant. Le responsable doit être impliqué à la fois dans l'enseignement ainsi que dans la recherche, ce qui n'est pas permis par le statut des Enseignants du secondaire affectés dans le supérieur (ESAS).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification des statuts de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.5 Approbation de l'annexe aux statuts de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES)

Le VP CA donne la parole à Madame Jenny Seron qui présente l'annexe aux statuts de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES). L'organisation et le fonctionnement de l'institut ont été définis par les statuts adoptés par le Conseil d'administration en 2023. Il est nécessaire d'ajouter une annexe à ces statuts, qui comprend, pour l'Institut AgES, 8 unités de recherche, 6 équipes de formation et 6 Centres d'Enseignement et de Recherche (*annexe B.1.5 - Annexe aux statuts - Institut Agrosciences Environnement et Santé*).

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'annexe aux statuts de l'Institut Agrosciences, Environnement et Santé (AgES).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.6 Approbation de la modification des statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN)

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel qui présente la modification des statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN). Pareillement à l'Institut AgES, dans les nouveaux statuts de l'Institut CPSN, le terme « coordinateurs » est remplacé par « responsables » (article 17 des statuts). La deuxième modification aux statuts concerne le fait que chaque CER est placé sous la direction d'un responsable enseignant-chercheur.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs la modification des statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN).

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

1.7 Approbation de l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN)

Le VP CA donne la parole à Monsieur Guillaume Marrel qui présente l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN). Ladite annexe comprend 8 unités de recherche, dont 5 UMR et 3 UPR, les équipes de formation et 8 Centres d'Enseignement et de Recherche (*annexe B.1.7 - Annexe aux statuts - Institut Culture Patrimoine Sociétés Numériques*). Le CER « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion » va changer de nom et cela sera soumis aux instances à la rentrée.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'annexe aux statuts de l'Institut Culture, Patrimoine, Sociétés Numériques (CPSN), sous réserve de la modification du nom du CER « Sciences Sociales. Sciences politique, économiques et de gestion ».

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2. Questions relatives à l'activité contractuelle de l'université :

2.1 Information relative aux conventions signées par le Président par délégation (état du 24 juin 2024)

Le VP CA indique que le tableau transmis aux membres reprend les conventions signées par le Président dans le cadre de la délégation de pouvoir accordée par le CA au Président, à état du 24 juin 2024. Il s'agit d'un point d'information régulier présenté aux membres du Conseil d'administration.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

Monsieur Johnny Douvinet demande si les couleurs apparaissant dans le tableau correspondent aux années universitaires. Monsieur Mario Lubin, Chargé des Affaires Juridiques, répond par l'affirmative.

2.2 Approbation de l'avenant à l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université Saint-Joseph de Beyrouth - Liban

Le VP CA donne la parole à Madame Françoise Arfelli, Directrice des Relations Internationales. Cette dernière indique que l'avenant à l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université Saint-Joseph de Beyrouth n'amènera pas des échanges d'étudiants mais facilitera l'obtention de visas d'études pour les étudiants de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth qui s'inscrivent à Avignon Université. Il s'agit ici d'un renouvellement de l'accord-cadre.

À l'issue de cette présentation, la parole est donnée aux membres du Conseil d'administration.

À défaut d'observation, le VP CA soumet au vote des administrateurs l'avenant à l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université Saint-Joseph de Beyrouth – Liban.

⇒ **Vote du Conseil d'administration : favorable à l'unanimité**

2.3 Approbation de l'accord-cadre de coopération internationale entre Avignon Université et l'Université de Guanajuato - Mexique

Le VP CA donne la parole à Madame Françoise Arfelli qui présente le partenariat entre Avignon Université et l'Université de Guanajuato - Mexique. Le Président rappelle que conformément au Code de l'éducation, le conseil d'administration est compétent pour approuver les accords et conventions signés par le Président (article L712-3). Aussi, dans l'attente de la signature de l'accord-cadre par les deux partenaires, son approbation est reportée à une séance ultérieure.

2. Questions diverses

Néant.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h00.

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARÈS